ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 25 mars 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur les amendements n°s 1 à 9 à une proposition de loi "relative aux institutions culturelles fédérales" (Doc. chambre, session ordinaire 1998-1999, n°s 50/1-1995 et 50/2-1995), a donné le 31 mars 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 25 maart 1999 door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over de amendementen nrs 1 tot 9 op een voorstel van wet "betreffende de federale culturele instellingen" (Gedr. St. Kamer, gewone zitting 1998-1999, nrs. 50/1-1995 en 50/2-1995), heeft op 31 maart 1999 het volgende advies gegeven :

Invitée à donner son avis dans le délai de trois jours, conformément à l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation se limite aux observations fondamentales suivantes.

L'absence d'observation concernant l'une ou l'autre disposition du projet ne signifie pas que les textes du projet ne soient ni critiquables, ni perfectibles. Il va de soi que le silence gardé par la section de législation sur ces dispositions ne saurait servir d'élément d'interprétation de la loi en projet.

Examen des amendements

Observation préalable

La section de législation du Conseil d'Etat n'est pas saisie de la proposition de loi relative aux institutions culturelles fédérales, mais d'un amendement du Gouvernement ainsi que de plusieurs sous-amendements.

Le recours à ce procédé a pour conséquence d'éluder à la fois la formalité de la négociation syndicale et celle de l'avis de l'inspecteur des Finances. Or, l'accomplissement de ces formalités est d'autant plus utile que l'amendement vise à transformer un organisme d'intérêt public en une société anonyme et que le régime juridique du

personnel sera dorénavant contractuel plutôt que statutaire (1).

Par ailleurs, le dispositif et le commentaire qui y est consacré sont imprécis. Dans le bref délai qui lui est imparti, l'examen des articles par la section de législation en est rendu particulièrement malaisé.

Observations générales

I. Le recours à la forme de la société commerciale

L'amendement n° 1 vise à confier une activité de service public à une personne morale de droit public, prenant la forme d'une société anonyme à finalité sociale soumise au droit commercial.

L'auteur de l'amendement doit préciser davantage la raison pour laquelle la forme de la société anonyme a été choisie pour exercer les activités qui sont celles du Palais des Beaux-Arts. Ce choix implique deux conséquences.

La première est que le Palais des Beaux-Arts, dont les actes sont réputés commerciaux (article 9, § 2, de l'amendement n° 1) peut se trouver en concurrence avec d'autres secteurs exerçant une activité semblable. Il convient de veiller à ne pas rompre l'égalité entre les

---

(1) Comparez avec l'article 29 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques; voir à ce propos l'avis L. 19.954/9 du 12 juillet 1990 sur le projet devenu la loi du 21 mars 1991 précitée.

différents concurrents. Il est notamment permis de se demander si le projet, en ce qu'il contribue à établir un régime entrant dans les prévisions du régime des aides d'Etat visées aux articles 92 et 93 du Traité instituant la Communauté européenne, ne devrait pas être notifié à la Commission européenne, conformément à l'article 93, 3°, de ce traité.

La seconde conséquence est que la notion de "société commerciale" ne soit pas dénaturée. On verra ci-dessous ce qu'il en est.

La transformation du Palais des Beaux-Arts en une société anonyme de droit public doit être examinée sous trois aspects : son objet social, la participation au capital de la société, son organisation.

II. L'objet social de la société en projet

1. Selon l'article 3 du texte de l'"amendement" n° 1, l'objet social du Palais des Beaux-Arts serait l'élaboration et la mise en oeuvre "d'une programmation culturelle pluridisciplinaire et intégrée et de productions qui excèdent les compétences des Communautés" (1). Le commentaire des articles précise cet objet social de la manière suivante :

> "Il convient ici de rappeler que le Palais des Beaux-Arts est une institution biculturelle fédérale. A ce titre, il est habilité à mettre en oeuvre une

---

(1) Les autres objets sociaux sont définis par référence à ces notions.

> programmation qui dépasse le cadre de l'une ou l'autre communauté. Il s'agira essentiellement de la production d'oeuvres ou de créations culturelles étrangères ainsi que de productions culturelles propres au patrimoine artistique fédéral.".

En réalité, ce qui est réputé fédéral, ce ne sont pas les "productions culturelles", mais l'organe - en l'occurrence le Palais des Beaux-Arts - qui est chargé d'organiser la programmation culturelle et d'assurer ainsi le rayonnement de la culture de chacune des communautés. Il ne serait pas contraire à la répartition des compétences en matière culturelle qu'au Palais des Beaux-Arts un orchestre flamand exécute des oeuvres de compositeurs flamands ou wallons ou qu'une troupe théâtrale française joue la pièce d'un auteur d'expression française ou néerlandaise. Si telle est bien l'intention de l'auteur du projet, il faudrait qu'elle soit mieux traduite dans l'objet social de la nouvelle société du Palais des Beaux-Arts.

L'amendement n° 2, qui ne comporte aucune justification, l'amendement n° 5 et l'amendement n° 6, également dépourvu de la justification, n'apportent guère plus de précision à la définition de l'objet social de la société.

2. Pour le surplus, il reviendrait à un contrat de gestion de régler "la description des tâches de service public" (article 13, § 1er, 1°, de l'"amendement" n° 1). C'est au législateur qui crée une personne de droit public d'en définir les missions. Cette définition doit être claire et précise. Le législateur ne peut abandonner son pouvoir en prévoyant que la détermination des missions fera l'objet d'actes subséquents, en ce compris un contrat de

gestion (1). Une observation similaire vaut pour l'amendement n° 4.

III. Participation au capital

1. L'article 5, alinéa 3, de l'"amendement" n° 1 interdit à "toute personne morale de droit public, autre que l'Etat fédéral, ayant une quelconque compétence culturelle dans ses attributions", de participer au capital de la société. Cette disposition vise manifestement à exclure les communautés, du capital de la société. Le commentaire des articles justifie ainsi le fait que l'Etat restera toujours majoritaire :

> "Cette manière de faire est plus conforme au paysage institutionnel belge qui précisément, établit une distinction claire entre la compétence culturelle propre aux Communautés et la compétence "bi-culturelle" ou bi-communautaire" volontairement attribuée par la Constitution à l'Etat fédéral.".

Il est, toutefois, permis de se demander si, étant donné le caractère particulièrement large et vague de la formulation retenue, il sera possible à une personne morale de droit public autre que les communautés de participer au capital de la nouvelle société. Comment pourrait-elle le faire sans avoir "une quelconque compétence culturelle" ?

---

(1) Avis L. 26.773/2, donné le 24 septembre sur un avant-projet de loi "portant création de l'organisme Coopération technique belge" (Doc. parl., Chambre, 1997-1998, n° 1371/1 et 1372/2, p. 40).

2. L'amendement n° 7 vise à supprimer le troisième alinéa ("paragraaf" dans le texte néerlandais) de l'article 5 de l'"amendement" n° 1. Il tend manifestement à permettre aux communautés de participer au capital de la société.

a) La question se pose si les communautés sont compétentes pour intervenir dans le financement et la gestion d'un organisme qui, intervenant dans les matières biculturelles, relève de la compétence exclusive de l'autorité fédérale en vertu de l'article 127, § 2, de la Constitution. Dans son avis L. 28.055/4 du 14 octobre 1998 sur un avant-projet de la Communauté française "organisant le sport en Communauté française", la section de législation du Conseil d'Etat a considéré que la Communauté française n'était pas compétente pour imposer des obligations ni pour subventionner le Comité olympique et interfédéral belge au motif que "l'autorité fédérale est demeurée compétente à l'égard des institutions biculturelles établies dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et, par suite, que les communautés ne le sont pas à l'égard de telles institutions" (1). Le même raisonnement semble devoir être tenu à l'égard d'une éventuelle prise de participation des communautés dans le capital de la société du Palais des Beaux-Arts.

b) A lire l'article 9, § 3, de l'"amendement" n° 1, en rendant inapplicables à la nouvelle société les articles 13ter, alinéa 1er, 4°, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales (pas de nullité si les associés ne sont pas au nombre de deux au moins) et 104bis, § 1er,

---

(1) Doc. C.C.F., 1998-1999, n° 273/1, p. 2.

alinéa 2, et § 2 (pas de mesure applicable si toutes les actions sont réunies entre les mains d'un seul actionnaire), l'intention de l'auteur de cet amendement semble être que la nouvelle société anonyme de droit commun ne puisse avoir qu'un seul fondateur et, dès lors, un seul associé.

Cette disposition, en tant qu'elle a pour effet que l'assemblée générale ne comprendrait qu'un seul actionnaire, dénature la notion de société anonyme. En revanche, si l'Etat fédéral a l'intention, comme le laisse entendre l'article 5 de l'"amendement" n° 1 relatif aux cessions de part, de céder une part de ses actions à des personnes de droit public ou privé, l'objection pourrait être écartée.

IV. Organisation de la société

1. En conférant à certaines dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et, notamment, à certaines des dispositions relatives aux sociétés anonymes le caractère de règles impératives, le législateur a entendu souligner l'importance qu'elles revêtent pour le commerce juridique. En raison même de leur fonction sociale éminente, ces dispositions bénéficient d'une protection juridique renforcée. S'il peut être admis que le législateur lui-même puisse déterminer quelles dispositions impératives des lois coordonnées n'auront pas ce caractère à l'égard de la société "Palais des Beaux-Arts", il incombe cependant au législateur de procéder, préalablement, à une correcte pesée des intérêts en présence et de justifier de façon adéquate

les dérogations qu'il instaure (1). Cela vaut, à titre d'exemple, pour les dérogations que l'article 9, § 3, en projet, apporte notamment à l'article 75, alinéa 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales (2).

2. L'article 7 de l'amendement n° 1 prévoit que :

"Les actions attribuées à l'Etat emportent, selon des modalités à définir dans les statuts, le droit de veto à l'encontre des décisions des organes de la société relatives .

- à toute forme d'aliénation ou de cession de droits sur l'immeuble «Palais des Beaux-Arts»;
- à la modification de l'objet social;
- à la modification de la forme juridique de la société;

et

- à toute forme de fusion ou de scission."

Le texte en projet appelle l'observation suivante. S'il apparaît que l'Etat soit le seul actionnaire de la future société anonyme de droit commun, ce droit de veto est

---

(1) Voir en ce sens, notamment, l'avis L. 19.928/2 du 12 juillet 1990 sur un projet de loi "portant organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établissements de crédit", (Doc. parl., Sénat, 1989-1990, n° 1063/1, pp. 266-267.

(2) L'on peut encore donner l'exemple suivant : l'article 17 en projet semble exclure toute dissolution judiciaire. Dans cette perspective, outre l'article 164ter précité, l'article 177sexies des lois coordonnées sur les sociétés commerciales ne s'appliquerait pas non plus au "Palais des Beaux-Arts". Cette dérogation doit, dès lors, être également justifiée.

superflu. Si, par contre, comme il a été dit ci-dessus, l'Etat a l'intention de céder une part des actions qu'il détiendra à des sociétés de droit privé ou de droit public, ce droit de veto est contraire à l'égalité des actionnaires. D'ailleurs, l'Etat pourrait aboutir au résultat visé au moyen de la majorité dont il dispose dans la nouvelle société.

Enfin, comme la loi a fixé l'objet social et la forme juridique de la société, l'organe social ne pourrait adopter une telle décision; c'est au législateur qu'il appartient de procéder à ces modifications.

3. Il n'est pas admissible que l'article 11, § 10, alinéa 4, 2°, de l'"amendement" n° 1 confère au conseil d'administration la compétence d'approuver les comptes annuels. Dès lors que la société "Palais des Beaux-Arts" pourrait compter au moins deux actionnaires, il convient, en effet, que ce soit l'assemblée générale qui excerce cette compétence, conformément à l'article 79 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

En conclusion, les articles examinés doivent être fondamentalement revus à la lumière des observations formulées.

Aangezien de Raad van State is verzocht om binnen een termijn van ten hoogste drie dagen advies te verlenen, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling wetgeving zich beperkt tot de volgende fundamentele opmerkingen.

Het ontbreken van een opmerking met betrekking tot een of andere bepaling van het ontwerp betekent niet dat de teksten van het ontwerp niet voor kritiek of voor verbetering vatbaar zijn. Het spreekt vanzelf dat het stilzwijgen vanwege de afdeling wetgeving met betrekking tot die bepalingen niet kan dienen als een gegeven bij de interpretatie van de ontworpen wet.

Onderzoek van de amendementen

Voorafgaande opmerking

De afdeling wetgeving van de Raad van State wordt niet om advies gevraagd over het wetsvoorstel betreffende de federale culturele instellingen, maar wel over een amendement van de Regering en verschillende subamendementen.

Met deze werkwijze wordt tegelijkertijd het vormvereiste van het overleg met de vakbonden en dat van het advies van de inspecteur van Financiën omzeild. Welnu, het vervullen van die vormvereisten is des te dienstiger, daar het amendement ertoe strekt aan een instelling van openbaar nut de rechtsvorm te geven van een naamloze vennootschap en

daar het rechtsstelsel van het personeel voortaan eerder van contractuele aard dan van statutaire aard zal zijn (1).

Het dispositief en de commentaar daarbij zijn overigens onnauwkeurig gesteld. Door de korte termijn die aan de afdeling wetgeving is toebedeeld, wordt haar het onderzoek van de artikelen bijzonder moeilijk gemaakt.

Algemene opmerkingen

I. Het gebruik van de handelsvennootschap als rechtsvorm

Amendement nr. 1 strekt ertoe een activiteit van openbare dienst toe te vertrouwen aan een publiekrechtelijk rechtspersoon die de vorm aanneemt van een naamloze vennootschap met sociaal oogmerk die onderworpen is aan het handelsrecht.

De steller van het amendement dient nader uit te leggen waarom gekozen is voor de rechtsvorm van de naamloze vennootschap om de activiteiten uit te oefenen welke die zijn van het Paleis voor Schone Kunsten. Uit die keuze vloeien twee gevolgen voort.

---

(1) Vergelijk met artikel 29 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven; zie in dat verband advies L. 19.954/9 van 12 juli 1990 over het ontwerp dat de voornoemde wet van 21 maart 1991 geworden is.

Het eerste is dat het Paleis voor Schone Kunsten waarvan de activiteiten worden geacht daden van koophandel te zijn (artikel 9, § 2, van amendement nr. 1) concurrentie kan ondervinden vanuit andere sectoren waar een soortgelijke activiteit wordt uitgeoefend. Er dient op te worden toegezien dat de gelijkheid tussen de onderscheiden concurrenten niet wordt geschonden. Men kan zich inzonderheid de vraag stellen of van het ontwerp, in zoverre het er toe bijdraagt een beleid tot stand te brengen dat past in het kader van het beleid inzake de steunmaatregelen vanwege een staat, als bedoeld in de artikelen 92 en 93 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, geen kennis dient te worden gegeven aan de Europese Commissie, overeenkomstig artikel 93, 3˚, van dat verdrag.

Het tweede gevolg is dat het begrip "handelsvennootschap" niet mag worden uitgehold. We zullen hierna zien of daar in dit geval sprake van is.

De omzetting van het Paleis voor Schone Kunsten in een naamloze vennootschap van publiek recht moet vanuit drie invalshoeken worden onderzocht: het maatschappelijk doel, de participatie in het kapitaal van de vennootschap en de organisatie ervan.

II. Het maatschappelijk doel van de ontworpen vennootschap

1. Volgens artikel 3 van de tekst van "amendement" nr. 1 bestaat het maatschappelijk doel van het Paleis voor Schone Kunsten in de vaststelling en de uitvoering van

"een multidisciplinaire en geïntegreerde culturele programmatie en producties die de bevoegdheden van de Gemeenschappen overstijgen" (1). In de artikelsgewijze commentaar wordt over dit maatschappelijk doel het volgende gezegd :

> "Hier kan eraan worden herinnerd dat het Paleis voor Schone Kunsten een federale biculturele instelling is. Het is derhalve bevoegd een programma uit te werken dat het kader van de ene of van de andere Gemeenschap over-stijgt. Het gaat hier voornamelijk om de productie van buitenlandse culturele werken of creaties, alsook culturele producties die deel uitmaken van het federale artistieke erfgoed.".

Wat in feite wordt geacht federaal te zijn, zijn niet de "culturele producties", maar wel het orgaan - in casu het Paleis voor Schone Kunsten - dat belast is met de organisatie van de culturele programmatie en aldus garant moet staan voor de uitstraling van het culturele erfgoed van elke gemeenschap. Het zou niet strijdig zijn met de verdeling van de bevoegdheden inzake culturele aangelegenheden dat in het Paleis voor Schone Kunsten een Vlaams orkest werken van Vlaamse of Waalse componisten zou uitvoeren of dat een Franse theatergroep het stuk van een Franstalig of Nederlandstalig auteur zou opvoeren. Als dat inderdaad de bedoeling is van de steller van het ontwerp, zou dat beter tot uiting moeten komen in de bepaling van het maatschappelijk doel van de nieuwe vennootschap Paleis voor Schone Kunsten.

---

(1) De overige maatschappelijke doelen worden bepaald op grond van die begrippen.

Amendement nr. 2, dat van geen enkele verantwoording vergezeld gaat, amendement nr. 5 en amendement nr. 6, waar eveneens geen verantwoording bijgaat, geven zo goed als geen nadere definitie van het maatschappelijk doel van de vennootschap.

2. Voor het overige dient een beheerscontract "de beschrijving van de taken van openbare dienst" te regelen (artikel 13, § 1, 1°, van "amendement" nr. 1). De wetgever die een publiekrechtelijk rechtspersoon in het leven roept, moet ook de taken ervan vaststellen. De omschrijving van die taken moet duidelijk en nauwkeurig zijn. De wetgever mag niet afzien van zijn bevoegdheid door te bepalen dat de taken in latere handelingen, onder meer een beheerscontract (1), zullen worden vastgelegd. Een soortgelijke opmerking geldt voor amendement nr. 4.

III. Participatie in het kapitaal

1. Artikel 5, derde lid, van amendement nr. 1 verbiedt "de publiekrechtelijke rechtspersonen, andere dan de Federale Staat, aan wie op enige wijze culturele bevoegdheden toegewezen werden" te participeren in het kapitaal van de vennootschap. Deze bepaling strekt er kennelijk toe de gemeenschappen uit te sluiten uit het kapitaal van de

---

(1) Advies L. 26.773/2, gegeven op 24 september 1997 over een voorontwerp van wet "tot oprichting van een instelling "Belgische Technische Coöperatie" (Gedr. St., Kamer, 1997-1998, nr. 1371/1 en 1372/2, blz. 40).

vennootschap. In de artikelsgewijze commentaar wordt het feit dat de Staat steeds meerderheidsaandeelhouder zal blijven als volgt verklaard :

> "De huidige voorstellen liggen meer in de lijn van het Belgische institutionele landschap dat een duidelijk onderscheid maakt tussen de culturele bevoegdheden eigen aan de Gemeenschappen en de "biculturele" of "bicommunautaire" bevoegdheden, die door de Grondwet aan de federale Staat werden toegewezen.".

Men kan zich echter terecht afvragen of, gelet op de voornoemde bijzonder ruime en vage formulering, publiekrechtelijke rechtspersonen, andere dan de gemeenschappen, kunnen participeren in het kapitaal van de nieuwe vennootschap. Hoe zouden zij dit kunnen als hun niet "op enige wijze culturele bevoegdheden toegewezen werden" ?

2. Amendement nr. 7 strekt tot schrapping van het derde lid van artikel 5 van "amendement" nr. 1. Het is kennelijk de bedoeling de gemeenschappen de mogelijkheid te bieden in het kapitaal van de vennootschap te participeren.

a) De vraag rijst of de gemeenschappen bevoegd zijn om bij te dragen tot de financiering en het beheer van een instelling die, doordat zij zich binnen het kader van de biculturele aangelegenheden beweegt, krachtens artikel 127, § 2, van de Grondwet onder de exclusieve bevoegdheid van de federale overheid ressorteert. In haar advies L. 28.055/4 van 14 oktober 1998 over een voorontwerp van de Franse Gemeenschap "organisant le sport en Communauté française" heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State geoordeeld

dat de Franse Gemeenschap niet bevoegd is om verplichtingen op te leggen of om subsidies te verlenen aan het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité omdat de federale overheid bevoegd gebleven is ten aanzien van de biculturele instellingen gevestigd in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en de gemeenschappen ten aanzien van zulke instellingen bijgevolg niet bevoegd zijn (1). Blijkbaar dient diezelfde redenering te worden gevolgd in verband met een eventuele participatie van de gemeenschappen in het kapitaal van de vennootschap "Paleis voor Schone Kunsten".

b) Uitgaande van artikel 9, § 3, van "amendement" nr. 1, waarbij de artikelen 13ter, eerste lid, 4°, (geen nietigheid wanneer er niet ten minste twee vennoten zijn) en 104bis, § 1, tweede lid, en § 2 (geen maatregel van toepassing wanneer alle aandelen in één hand zijn verenigd) van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, lijkt de bedoeling van de indiener van dit amendement erin te bestaan dat de nieuwe naamloze vennootschap van gemeen recht slechts één enkele oprichter, en derhalve slechts één vennoot mag hebben.

Doordat deze bepaling tot gevolg heeft dat de algemene vergadering uit slechts één aandeelhouder zou bestaan, wordt daardoor het begrip naamloze vennootschap uitgehold. Als de bedoeling van de federale Staat, zoals uit artikel 5 van "amendement" nr. 1, betreffende de overdracht van aandelen, lijkt voort te vloeien, er daarentegen in

---

(1) Zie Gedr. St. Franse Gemeenschapsraad, 1998-1999, nr. 273/1, blz. 2.

bestaat een deel van zijn aandelen over te dragen aan publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersonen, zou dit bezwaar kunnen komen te vervallen.

IV. Organisatie van de vennootschap

1. Door aan sommige bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, en inzonderheid aan sommige bepalingen betreffende de naamloze vennootschappen, het kenmerk van dwingende wetten te geven, heeft de wetgever de nadruk willen leggen op het belang dat die bepalingen hebben voor het rechtsverkeer. Precies wegens hun bijzondere maatschappelijke functie genieten die bepalingen een grotere juridische bescherming. Men kan weliswaar aannemen dat de wetgever zelf kan uitmaken welke dwingende bepalingen van de gecoördineerde wetten niet dwingend zullen zijn voor de vennootschap "Paleis voor Schone Kunsten", het is evenwel de taak van de wetgever de belangen die op het spel staan vooraf correct af te wegen en de afwijkingen die hij instelt op afdoende wijze te rechtvaardigen (1). Dat geldt bijvoorbeeld voor de in artikel 9, § 3, vervatte

---

(1) Zie in die zin inzonderheid advies L. 19.928/2 dat op 12 juli 1990 is gegeven over een ontwerp van wet "tot organisatie van de openbare kredietsector en tot harmonisering van de controle en de werkingsvoorwaarden van de kredietinstellingen" (Gedr. St. Senaat, 1989-1990, nr. 1063-1, blz. 266-267.

afwijkingen van inzonderheid artikel 75, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvenootschappen (1).

1. Artikel 7 van "amendement" nr. 1 luidt als volgt :

> "De aandelen toegekend aan de Staat houden een vetorecht in, aan de voorwaarden voorzien in de statuten, ten aanzien van de volgende beslissingen van de organen van de venootschap met betrekking tot :
>
> - elke vorm van vervreemding of overdracht van rechten op het onroerend goed «Paleis voor Schone Kunsten»;
> - de wijziging van het maatschappelijk doel;
> - de wijziging van de juridische vorm van de vennootschap;
>
> en
>
> - elke vorm van fusie of splitsing.".

De ontworpen tekst geeft aanleiding tot de volgende opmerking. Als blijkt dat de Staat de enige aandeelhouder van de toekomstige naamloze vennootschap van gemeen recht is, is dat vetorecht overbodig. Als het, zoals hiervoren is gezegd, daarentegen de bedoeling van de Staat is een deel

---

(1) Ook het volgende voorbeeld kan worden gegeven : het ontworpen artikel 17 lijkt elke gerechtelijke ontbinding uit te sluiten. In die context zouden noch het voormelde artikel 164ter, noch artikel 177sexies van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen op de vennootschap "Paleis voor Schone Kunsten" van toepassing zijn. Ook die afwijking moet bijgevolg gerechtvaardigd worden.

van de aandelen die hij zal bezitten aan privaatrechtelijke of publiekrechtelijke vennootschappen over te dragen, is dat vetorecht strijdig met de gelijkheid onder de aandeelhouders. De Staat zou trouwens tot het nagestreefde resultaat kunnen komen door middel van de meerderheid waarover hij binnen de nieuwe vennootschap beschikt.

Ten slotte zou het vennootschappelijke orgaan zulk een beslissing niet mogen nemen, aangezien het doel en de rechtsvorm van de vennootschap bij de wet zijn vastgelegd. Het staat aan de wetgever die wijzigingen aan te brengen.

3. Dat bij artikel 11, § 10, vierde lid, 2˚, van "amendement" nr. 1 de bevoegdheid om de jaarrekeningen goed te keuren aan de raad van bestuur wordt opgedragen, kan niet worden aanvaard. Aangezien de vennootschap "Paleis voor Schone Kunsten" ten minste twee aandeelhouders zou kunnen tellen, behoort die bevoegdheid immers overeenkomstig artikel 79 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen door de algemene vergadering te worden uitgeoefend.

De conclusie is dan ook dat de onderzochte artikelen in het licht van de voorgaande opmerkingen grondig dienen te worden herzien.

La chambre était composée de

Messieurs J.-J. STRYCKMANS, premier président,
Y. KREINS, conseillers d'Etat,
P. QUERTAINMONT,

Madame J. GIELISSEN, greffier assumé,

De kamer was samengesteld uit

de Heren eerste voorzitter,
staatsraden,
Mevrouw toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. X. DELGRANGE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. A. LEFEBVRE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. X. DELGRANGE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. A. LEFEBVRE, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PREMIER PRESIDENT - DE EERSTE VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS